

sortent l'or de leurs coffres secrets; leurs approvisionnements d'or ne sont dépassés que par ceux que les États-Unis ont accumulés à Fort Knox. Beaucoup de nations de l'Europe et du monde veulent de l'or. Par conséquent, est-ce dans un esprit de bienveillance que la Russie, alors que certaines personnes de notre pays prédisent que ces excédents entraîneront une crise, choisit précisément ce moment décisif pour nous secourir? S'il en est ainsi, une nouvelle ère a commencé dans le monde.

N'oublions pas que Malenkov éprouve des difficultés dans son propre pays à cause de la pénurie de vivres. En avril dernier, il a déclaré que son gouvernement accorderait une plus grande liberté et une meilleure alimentation aux gens. Le régime des fermes collectives s'est révélé un échec. La production de vivres a fléchi. Cet offre d'étendre et d'accroître le commerce s'inspire-t-elle d'un esprit de bienveillance ou a-t-elle pour objet néfaste de nous diviser des nations amicales de l'Europe, en leur offrant ce dont elles ont le plus besoin, savoir un marché pour leurs produits?

On ne peut dire qu'il y a lieu de restreindre tout commerce. On peut échanger des produits qui ne sont pas d'importance stratégique. Je pense que le ministre pourrait expliquer ce qu'on entend par ce genre de produits. Les États-Unis ont eu récemment l'occasion de vendre 20,000 tonnes de beurre à l'URSS. Les États-Unis disposent actuellement d'un quart de milliard de livres de beurre. L'URSS en a besoin de 150 millions de livres. Si le marché n'a pas réussi, c'est que le prix n'était pas suffisant. Quelle est à ce sujet l'attitude du Canada? Je vois de nouveau une divergence d'opinions et de nouveau je demande que règne parmi les membres du cabinet cette unité que nous voulons parmi les nations. D'une part, nous avons un communiqué de presse daté du 4 janvier nous informant que le ministre du Commerce a dit que le Canada est disposé à étendre les relations commerciales avec l'URSS à l'égard d'une liste restreinte de denrées. D'autre part, nous avons l'attitude prise par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui ne vise certainement pas à une expansion commerciale.

L'ambassadeur de l'URSS a dit il y a quelques semaines: Ne vous inquiétez pas des détails pour le moment; l'important est de nouer des relations commerciales. Nous attendons tous le jour où le commerce sera universel, certes, mais n'avons-nous pas à nous demander si presque tout ce que nous fournissons ne serait pas des produits d'importance stratégique dans le monde d'aujourd'hui, alors que des nations entières, non des armées, sont à l'offensive dans la guerre des

idées? L'URSS achète des produits textiles de la France, vend du fer et du manganèse à la Grande-Bretagne, achète des bateaux de l'Allemagne occidentale et a noué des relations commerciales avec la Grèce, le Danemark et la Norvège. L'Australie importe de Russie du saumon et du crabe en conserve.

Le gouvernement du Canada devrait faire clairement connaître ses vues sur la question du commerce avec l'URSS, qui n'a peut-être pas une importance matérielle considérable si nous en jugeons d'après nos échanges commerciaux passés, mais qui reste malgré tout d'un très grand intérêt si on songe qu'en envoyant là-bas ce que désire recevoir l'État soviétique, nous nous trouverons à faire le jeu de celui-ci.

Je demande au ministre de nous dire s'il croit que l'extension du commerce affermirait effectivement le régime Malenkov. Quelle voie allons-nous suivre? Est-il en mesure de nous dire si, de l'avis de ses fonctionnaires ou de son propre avis, ce changement d'attitude de la part de l'URSS correspond effectivement à un désir sincère d'expansion du commerce mondial ou si, au contraire, il est destiné à diviser le monde libre, à le dominer et, enfin, à le détruire?

Le ministre peut-il nous donner l'assurance que si le Canada et les autres États membres de l'OTAN augmentent leurs échanges commerciaux avec la Russie, l'URSS nous garantira, à son tour, que les pays de l'Europe contigu à son territoire et qui sont actuellement nos amis, ne seront pas, à l'avenir, soumis à ses procédés bien connus et employés par elle à la fin des années vingt et au début des années trente, procédé qui consistait à pratiquer le dumping de ses produits excédentaires sur les marchés européens, ce qui avait pour effet de détruire nos marchés et notre commerce avec divers pays.

En Grande-Bretagne, la fédération des industries britanniques a étudié cette question très attentivement, et apparemment ses enquêtes ont été faites avec l'assentiment du gouvernement du Royaume-Uni. Je ne vais pas lire tout ce qui figure dans le communiqué publié par le Bureau d'information du Royaume-Uni, le 14 janvier dernier, mais j'en lirai quelques extraits qui me semblent renfermer les conclusions générales auxquelles on en est arrivé. Voici:

...à notre avis, il n'y a aucune raison de croire que le commerce entre l'Orient et l'Occident, y compris le commerce avec la Chine, puisse, dans un avenir prévisible, absorber plus d'une proportion modeste du volume total du commerce britannique... Nous sommes d'avis qu'en grande partie à cause de la guerre de Corée et de l'accentuation des régies à l'égard des produits d'importance stratégique, l'initiative s'est ralentie et l'impression s'est développée qu'il y a quelque chose de mauvais et d'antipatriotique dans le commerce entre l'Orient